

Le 25 août 2008

# La catastrophe annoncée pour l'école : une responsabilité partagée

Pierre Frackowiak et Philippe Meirieu

Les mesures successives prises par Xavier Darcos, sous l'impulsion du président Sarkozy et en parfaite cohérence avec la politique gouvernementale, ne peuvent conduire l'École française qu'à la catastrophe... à court, à moyen et à long terme. Souvent habilement habillée sous les oripeaux de la générosité sociale, la destruction de l'École de la République se met en place de manière cohérente, déterminée, et sans susciter de mouvements suffisamment significatifs tant dans le paysage syndical que politique.

Il suffit d'énumérer quelques-unes des récentes décisions pour prendre l'ampleur de ce qui se passe sous nos yeux : abandon des programmes du primaire de 2002 qui avaient fait l'objet d'une large concertation et d'un vaste consensus, pour revenir, peu ou prou, aux programmes de la 3<sup>ème</sup> République... réduction de la semaine scolaire, avec les déséquilibres chronobiologiques très graves qu'elle ne manquera pas d'entraîner chez les enfants les plus fragiles... organisation du soutien et de stages de remise à niveau pendant les vacances sans évoquer les transformations prioritaires des pratiques pendant le temps scolaire... disparition des cycles qui, avec le travail en équipe, devaient permettre un enseignement plus personnalisé et diminuer le redoublement... remise en question des Réseaux d'Aide (RASED) et de la plupart des dispositifs susceptibles de venir en appui aux enseignants dans les situations difficiles... abandon des politiques éducatives partenariales et diminution drastique des moyens qui leur étaient affectés... changements d'orientation radicaux, et sans véritable travail en amont, des programmes de plusieurs disciplines du secondaire... attaques contre les matières jugées « subversives » (comme les Sciences Économiques et Sociales)... disparition programmée de tout cadrage national de la formation professionnelle des enseignants et réduction de celle-ci à la portion congrue, en particulier pour le second degré, juste au moment où l'on annonce une réforme pédagogique du lycée... absence de toute réflexion sur le collège qui reste, quoi qu'on en dise, le maillon le plus faible de notre système... suppression progressive de la carte scolaire avec un accroissement inévitable des phénomènes de ghetto et des inégalités entre les établissements... et, bien sûr, réduction dramatique des moyens... Tout va clairement dans le même sens.

Même des mesures apparemment de bon sens, comme le soutien avec les heures libérées par la réduction de la semaine scolaire, sont dangereuses. On ne réussira pas, en effet, à améliorer les performances de l'école avec des dispositifs déconnectés de la dynamique de la classe ou avec des répétiteurs sans formation pédagogique. On ne réussira pas à redonner le goût des savoirs et du travail à tous les enfants sans une articulation étroite et intelligente entre les pratiques scolaires, qui doivent impérativement évoluer vers une pédagogie plus active et différenciée, et les activités proposées par ailleurs, en particulier par les mouvements d'Éducation populaire qui ont une approche éducative originale et complémentaire de l'école. De plus, quelques heures de soutien permettront au pouvoir de se donner bonne conscience et de transformer les victimes en coupables : « On aura tout fait pour eux ! »... s'ils ne réussissent pas, c'est vraiment qu'ils sont bêtes et que leurs parents ne font pas leur travail ! Et puis, cela montre bien aux parents la direction à prendre si l'on veut que ses enfants réussissent à l'école : des cours supplémentaires ! Et, comme l'Éducation nationale n'en donnera jamais assez, les familles angoissées ne manqueront pas, dans la même logique, de faire appel aux officines privées.

En réalité, l'État se replie aujourd'hui sur un fonctionnement technocratique de la « forme scolaire ». Il multiplie les contrôles institutionnels avec une frénésie évaluative sans précédent, mais se retire de tout ce qui peut permettre de donner une impulsion véritable à l'Éducation nationale. Il décourage les enseignants et démobilise les cadres. Il prétend « piloter par les résultats », mais sans donner aux acteurs d'autres moyens pour les produire que de pratiquer une « bonne sélection ». Sous couvert d'un « recentrage sur les fondamentaux », il réduit l'ambition du « service public d'éducation » à une mécanique administrative et habitue les citoyens à aller chercher ailleurs ce que le « service public » n'aura plus les moyens – ni la volonté – de leur donner. L'Éducation nationale est ainsi amputée de ce qui, depuis Jean Zay, Alain Savary ou Lionel Jospin a fait sa fierté : un travail collectif de mobilisation en faveur d'une démocratisation effective de l'accès aux savoirs, à la culture, à la socialisation responsable. Notre « école » va produire des élèves calibrés pour satisfaire à des tests... et laisser les privilégiés donner à leurs enfants « la véritable éducation » à laquelle elle aura renoncé

Mais, ne nous leurrions pas : la gauche, et notamment le Parti Socialiste, portent une lourde part de responsabilité dans cette situation. Elle avait abandonné la loi d'orientation de 1989, loi historique qui marquait l'entrée de l'école dans la perspective du 21<sup>ème</sup> siècle. Obsédé par des préoccupations électoralistes qui se sont avérées complètement contre-productives, le PS s'est réfugié dans une abstention surprenante pour un parti qui avait toujours mis l'éducation au cœur de son projet politique. Nous avons observé une frilosité sans précédent sur les questions d'éducation durant la campagne des présidentielles de 2002 et de 2007. Pas de vraie contre-offensive au moment du « débat sur l'école » ou de la loi d'orientation de François Fillon. Pas de réaction quant aux décisions ultra conservatrices du ministère de Robien : un grand nombre de parlementaires de gauche ont même approuvé le retour du b-a ba pour l'apprentissage de la lecture, comme s'ils avaient oublié que le projet d'instruire, dans la pédagogie républicaine, est indissociable de celui de l'émancipation par la formation de l'intelligence. Pas de réaction sur « les nouveaux vieux programmes », la réduction de la semaine

scolaire, le soutien et les stages pendant les vacances. Un silence assourdissant devant le déni de la pédagogie et les accusations infamantes contre les « pédagogistes » accusés de tous les maux. etc. Le seul domaine où le PS s'est clairement exprimé est celui des moyens et, notamment, des suppressions de postes. Mais sans faire le lien nécessaire avec les autres problèmes : les conditions pour une démocratisation qualitative, les programmes pour le 21<sup>ème</sup> siècle, le statut et les missions des enseignants, l'amélioration du fonctionnement des établissements pour lutter efficacement contre les violences scolaires, la mise en œuvre d'une conception globale de l'éducation, des partenariats nouveaux avec les parents et les collectivités, la construction d'une véritable formation tout au long de la vie favorisant les liens intergénérationnels... En bref, rien sur les missions et les méthodes du « service public d'éducation ». Nous ne savons pas aujourd'hui ce que la gauche veut vraiment pour notre École... et cela laisse apparaître la droite comme seule force de propositions : la privatisation, ouverte ou implicite, est sournoisement devenue, pour beaucoup de Français, le seul moyen d'améliorer la qualité de notre institution scolaire.

La situation et l'avenir de l'Éducation nationale sont, dans ce contexte, extrêmement inquiétants. Alors que l'École a besoin de la durée pour réussir et pour répondre aux nouveaux enjeux de la société, alors qu'elle a besoin d'une continuité républicaine transcendant les aléas politiques, alors qu'elle a besoin d'une nouvelle réflexion sur ses contenus, ses méthodes, sa place dans la Cité et dans la société... on constate, à droite, un conservatisme exacerbé ouvrant la voie à une conception libérale de l'école, en contradiction totale avec la tradition française et, à gauche, une absence inquiétante de propositions alternatives.

Il n'y a, malheureusement, guère de raisons d'être optimiste aujourd'hui malgré les efforts des mouvements pédagogiques, des mouvements d'Éducation populaire, de parents d'élèves mobilisés et de collectivités territoriales exaspérées par l'irresponsabilité de l'État en matière éducative, malgré aussi les propositions constructives de nombreux experts. Les médias, toujours à l'affût de sensationnalisme, n'aident guère les citoyens à penser en termes positifs pour véritablement mettre en place, localement et nationalement, des instances capables de faire des propositions. Il serait pourtant possible d'exploiter l'intelligence collective pour imaginer un nouveau projet éducatif durable, moderne, démocratique et mobilisateur. Si nous ne voulons pas, en matière éducative, refaire l'erreur dramatique que nous avons faite sur l'écologie et l'avenir de la planète en réagissant vingt ans trop tard, il est temps de nous mettre au travail. Que toutes les forces progressistes s'unissent pour dire enfin quelle éducation elles veulent pour notre monde, quelle École, mais aussi quels médias, quelle conception de la formation tout au long de la vie, quelle politique culturelle et familiale... Il est temps d'assumer notre responsabilité vis à vis du futur ! Nous n'avons que trop tardé.

NB : Pierre Frackowiak et Philippe Meirieu développent ces idées dans un ouvrage publié par les Editions de l'Aube, *L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?* (2008). Philippe Meirieu publie, en septembre 2008, une nouvelle édition de *Pédagogie : le devoir de résister* (ESF éditeur) où il analyse la politique éducative de 2007-2008 et les réponses qu'elle appelle.